



Education : Les 6 travaux d'Emmanuel Macron

Si le nouveau président a déclaré faire de l'éducation une "priorité du quinquennat" c'est aussi que c'est un des trois sujets sur lesquels sont électoral l'attendent (les deux autres sont l'Europe et l'emploi). Le nouveau président a mis la barre haut. Il veut à la fois réformer l'éducation prioritaire, revoir l'orientation vers le supérieur, diffuser de l'autonomie au collège et dans les écoles. D'autres dossiers l'attendent : ouvrir des perspectives pour les enseignants, lutter contre les sorties sans qualification, évaluer les résultats. Or chacun de ces dossiers est piégé comme nous allons essayer de le montrer... Réformer l'éducation prioritaire sans désespérer les enseignants La mesure étandard de son programme éducatif pourrait bien devenir un boulet. E Macron a annoncé vouloir réduire à 12 élèves par classe les effectifs des CP et CE1 de l'éducation prioritaire (Rep et Rep+). Cette mesure, basée sur la thèse de Piketty et Valdenaire, devrait permettre de mieux prendre en charge les fondamentaux sur les 2 premières années cruciales de l'école. E ce sens c'est une vraie avancée pour l'Ecole. La mesure préconisée par E Macron va concerner tous les CP de Rep+ et la plus grande partie des CP de Rep dès la rentrée 2017. Pour cela il compte affecter les 5161 maitres surnuméraires en CP. Pour la rentrée 2018, 7 000 postes supplémentaires seront affectés à cette mesure, 5000 par création de postes (et ce seront les seuls postes créés sous le quinquennat) et 2000 par redéploiement de moyens. Ce total de 12 000 postes semble réaliste compte tenu du nombre de classes concernées. Le problème ce sont les maitres surnuméraires. Ces enseignants particulièrement motivés viennent d'opter pour ces postes particuliers. Ils vivent souvent passionnément cette nouvelle mission et n'apprécieront pas un retour à une affectation normale. La mesure renvoie aussi à un classique de l'Education nationale : lancer un dispositif où les enseignants s'investissent puis le supprimer par décision politique sans aucune évaluation. C'est un mauvais signal envoyé au monde enseignant. Le principal syndicat du primaire, le Snuipp, a déjà fait part de son inquiétude. Sur le terrain des maitres surnuméraires réagissent aussi. Enfin la mesure posera aussi problème aux communes, même si le nouveau président a prévu de budgéter 200 millions pour les aider à construire des locaux. E Macron a fait une autre promesse : n'affecter que des enseignants expérimentés en Rep+. Aucun débutant ne devrait commencer sa carrière en Rep+ sauf volontariat. Pour cela il prévoit de porter la prime annuelle des enseignants en Rep+ de 2300 à 5300 €. Ces 2 mois de salaire supplémentaires seront-ils suffisants pour rendre les Rep+ attractifs en milieu de carrière ? Améliorer l'orientation des bacheliers sans mettre les lycéens dans la rue Comme nous l'a confirmé l'équipe du candidat, la réforme du bac annoncée par E Macron, la réduction du bac à 4 épreuves en examen final, cache une réforme de l'entrée dans le supérieur. Le bac ne donnera plus accès à n'importe quelle université. Chaque établissement supérieur pourra exiger un certain niveau dans ces disciplines présentées à l'examen final du bac. L'équipe d'E Macron affirme que des stages de remise à niveau seront proposés aux candidats qui n'auraient pas le niveau requis pour entrer dans une université. Mais c'est bien la sélection à l'entrée dans le supérieur que va concrètement instaurer le nouveau président. Et on peut gager qu'on va assister à une belle surenchère entre universités pour accaparer les meilleurs candidats et exclure les autres. D'autres responsables politiques ont essayé. Que l'on se rappelle par exemple le sort de M. Devaquet... Toucher au bac et à l'entrée dans le supérieur pourrait bien à nouveau mettre dans la rue des lycéens et des étudiants. E Macron a également prévu une réforme spécifique aux bacheliers professionnels. Pour faciliter leur réussite dans le supérieur, il prévoit de créer des filières de licences professionnelles commençant en L1. Le diplôme serait préparé en alternance. C'est une solution pour financer l'afflux des bacs pros dans le supérieur. Mais les entreprises sont elles prêtes à investir davantage dans l'éducation, surtout que le candidat veut aussi développer l'apprentissage au niveau lycée ? Renforcer l'autonomie des établissements sans augmenter la ségrégation Donner davantage d'autonomie aux collèges doit permettre de redynamiser le système éducatif. Ils pourront ainsi décider d'affecter librement les 20% de la DHG qu'ils gèrent déjà en autonomie dans le cadre de la réforme. Ils pourront affecter ces moyens aux EPI et à l'AP ou à la création de parcours bilangues ou langues anciennes par exemple. L'entourage du candidat pense que les collèges qui le voudront pourront à la fois rétablir les bilangues et maintenir la LV2 en 5ème. L'exercice nous semble très difficile. Cette réforme pourrait s'appliquer à la rentrée 2018. Le même principe s'appliquerait aux lycées qui pourraient utiliser librement les heures dévolues à l'AP et peut être aux enseignements d'exploration. L'idée est à la mode et se trouvait dans les programmes de plusieurs candidats. En accordant une marge de manoeuvre aux établissements on leur permet de mieux ajuster leur offre éducative à



la réalité de leurs élèves. La limite c'est de ne pas augmenter les inégalités entre établissements. Ce n'est pas dit, mais cette réforme aurait aussi l'avantage d'enterrer une réforme du collège qui a divisé les enseignants. Mais au prix de la reconstitution de filières d'excellence dont on sait qu'elles sont connotées socialement. Autrement dit, E Macron prend le risque d'encourager la ségrégation scolaire. C'est l'autonomie aussi qui est mise en avant pour en finir avec la réforme des rythmes au primaire. Dès l'été 2017, un décret devrait donner aux communes la possibilité d'appliquer ou non la réforme des rythmes scolaires. Elles pourront décider de revenir à la semaine de 4 jours ou non. Elles pourront aussi maintenir ou supprimer les activités périscolaires. E Macron tire ainsi un trait sur une des réformes les plus importantes et les plus contestées du quinquennat. Le retour à la semaine de 4 jours, avec les longues journées de classe, ne risque-t-il pas d'annuler le bénéfice des petits effectifs en CP et CE1 ? Lutter contre le décrochage Le très récent rapport de l'OCDE sur les compétences montre que la France a une main d'oeuvre pas assez compétente pour s'intégrer avec le maximum de profits dans la mondialisation. Améliorer cela passe d'abord par la formation professionnelle. Là dessus le nouveau président a l'idée de l'orienter vers les chômeurs et de financer un million de stages. Mais cela passe aussi par la poursuite de l'effort entrepris pour réduire le décrochage ces dernières années et par un redressement du système éducatif pour l'ouvrir au vaste éventail de compétences attendues (par exemple les compétences sociales). Cela a à voir avec une refonte de l'enseignement professionnel qui ne peut se résumer dans une généralisation impossible de l'apprentissage. Il va bien falloir investir dans le professionnel qui a été utilisé ces dernières années pour faire des économies. La question de la possibilité pour certains élèves de faire le bac pro en 4 ans se pose par exemple. Ne pas oublier la mixité sociale Le candidat d'En Marche promet de continuer les expérimentations de mixité sociale au collège lancées par N Vallaud Belkacem. Il souhaite y entraîner l'enseignement catholique mais ne mise que sur la négociation pour y arriver. C'est dire le peu d'intérêt qu'il apporte à cette question qui est pourtant essentielle. L'absence de mixité sociale dans les établissements populaires entretient les inégalités scolaires. A l'autre bout de la hiérarchie sociale, elle fabrique des élites ignorantes du pays réel et dont on ne cesse de payer l'isolement. Ne pas céder au pilotage par les résultats La refondation a laissé un souvenir amer chez les enseignants à qui on a demandé plus, et parfois trop, alors que leur rémunération était bloquée. E Macron a promis d'appliquer les accords PPCR. Ils comportent deux volets. D'une part une revalorisation salariale. D'autre part une modification de leur évaluation. Toutes les enquêtes, par exemple le baromètre Unsa, montre un fossé net entre les enseignants et l'encadrement. On peut se demander ce que compte faire E Macron sur ce terrain ? On espère qu'il saura résister à la tentation du pilotage par les résultats. Car il se profile bien avec les évaluations nationales qui seraient instaurées de la maternelle à la fin du collège. Officiellement il s'agit d'aider les enseignants à évaluer leurs élèves et de leur apporter des outils de remédiation. En réalité les enseignants n'ont pas besoin d'évaluation nationale pour évaluer leurs élèves. La dernière tentative d'évaluation nationale, sous Sarkozy, avait pour but d'évaluer les enseignants à travers les résultats de leurs élèves. Ses promoteurs sont dans l'entourage du nouveau président. Et ils ont aussi des croyances bien installées sur les méthodes pédagogiques efficaces... Là où il s'est installé le pilotage par les résultats n'a pas fait ses preuves. Bien au contraire il a abouti à des déviations. François Jarraud Les français attendent Macron sur l'éducation Le programme d'E Macron Sur le pilotage par les résultats Evaluer les professeurs par les résultats Baromètre Unsa Rapport OCDE